



Communiqué de presse A&I UNSA - UNSA ITRF-BI-O

20 septembre 2022

Le constat est unanime en cette rentrée scolaire et universitaire, les moyens nécessaires pour permettre un accueil normal des étudiant-es ainsi qu'un fonctionnement de nos établissements ne seront pas au rendez-vous. **L'augmentation prévue par le gouvernement du budget 2023** de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (MIREES) de 1,5 Md€ **ne permettra pas la compensation de l'inflation** (évaluée à +7 % par l'INSEE en 2022).

Les conséquences sont déjà visibles et accentuent encore les défaillances constatées depuis plusieurs années sur le recrutement de personnels titulaires (fonctionnaires) qui laisse une part plus importante au recrutement de contractuels voire le non-recrutement par manque d'attractivité dans nos métiers.

- ⇒ Il est temps qu'une **véritable revalorisation salariale** soit mise en œuvre qui ne s'appuierait pas seulement sur quelques augmentations indemnitaires réparties de façon inégale, voire inéquitable entre les personnels, quels que soient leurs activités ou leurs secteurs d'exercice.
- ⇒ Il est temps qu'un **véritable plan de recrutement** à la hauteur des défis qui arrivent vienne barrer la route à la précarisation toujours grandissante

À l'heure où le gouvernement demande, en outre, de la « sobriété » pour aborder la crise de l'énergie, cette absence de moyens à la hauteur des enjeux ne permettra pas aux établissements de faire face aux indispensables investissements de rénovations des bâtiments universitaires ou d'hébergements des étudiant-es. Le télétravail ne pourra être qu'une variable d'ajustement à la condition que la prise en charge des coûts induits pour les personnels soient fortement revue à la hausse.

Le constat est sans appel et nous souhaitons que nos syndicats participent aux assemblées générales qui pourraient être organisées.

Toutefois, et malgré ces constats, l'UNSA et l'UNSA Éducation n'appellent pas à participer à la journée de grève et d'action interprofessionnelle le jeudi 29 septembre 2022.

Pour nos organisations il ne nous semble pas raisonnable en cette rentrée de demander aux personnels de sacrifier une journée de salaire alors qu'il faudra se mobiliser largement contre le prochain projet d'une nouvelle réforme des retraites qui semble s'annoncer dévastatrice.